

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2555

22 septembre 2014

SOMMAIRE

Acanthus Investment S.A.	122604	en.co.tec., Engineering Contracting Technologies S.A.	122640
Actis Mediterranean Energy Holdings Limited	122596	Gagfah S.A.	122601
Actis Morocco Energy Holdings Limited	122596	Genco S.A.	122594
Aguila 2 S.A.	122600	Grey & Sons Properties S.à r.l.	122600
Aircraft Solutions Lux XV S.à r.l.	122595	H&F Luxembourg 2 S.à r.l.	122633
Alphadoz Benelux S.A.	122602	i.biz S.à r.l.	122596
Alpha Real Estate S.à r.l.	122595	International Risks SA	122599
Alter Domus Alternative Asset Fund Administration S.à r.l.	122595	Mazarin Finance S.A.	122598
Amaxx Consulting S.à r.l.	122601	Mirova Funds	122638
Amdipharm Holdings	122595	Neovara European Mezzanine 2004 Lux S.à r.l.	122598
Andyvest S.A.	122594	Neovara European Mezzanine Leveraged Partners 2003-A S.à r.l.	122599
Animal Souls	122604	Neovara European Mezzanine Leveraged Partners 2003-B S.à r.l.	122599
AOL Europe Holdings (2) & Cie	122602	Neovara European Mezzanine Partners 2003-A S.à r.l.	122600
AOL Holdings (Lux) S.à r.l.	122602	Neovara European Mezzanine Partners 2003-B S.à r.l.	122600
APF Luxembourg 1 S.à r.l.	122603	Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à r.l.	122601
A.S.L.B. Immobilière S.à r.l.	122595	Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à r.l.	122602
Assets Global Group S.A.	122603	Neovara European Mezzanine Retail 2003-B S.à r.l.	122598
Assuralux S.à r.l.	122604	Partners Group Direct Mezzanine 2013 S.C.A., SICAR	122605
Attika S.A.	122604	Saxony Acquisition S.à r.l.	122640
Autoparts Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	122597	SED Sport Europe Diffusion S.A.	122597
Azur S.A.	122603	Selp (Bravo Germany) S.à r.l.	122624
Barclays Aegis Investments S.à r.l.	122603	Sumox S.à r.l.	122595
Bashneft Capital S.A.	122603	Taxis & Ambulances Pascoal S.à r.l.	122594
Bell Equipment International S.A.	122604	Topos Holding S.A.	122597
BMO Finance Company I	122614	Triton Luxembourg II GP	122594
Branch office of Anglo American International Holdings Limited	122601	two 6 two HOME S. à r.l.	122596
Bureau Immobilier Thoma Carlo S.à r.l.	122613	Vector Allegro (Lux) 1, S.à r.l.	122597
Café Cannelle S.A.	122604	Zaka	122594
Caja Business Aviation S.à r.l.	122639		
Cub Friends Luxembourg, A.s.b.l.	122635		
e-dl	122598		
eleX alpha S.A.	122599		

Triton Luxembourg II GP, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 178.781.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton Luxembourg II GP
Un Mandataire*

Référence de publication: 2014103578/11.

(140122089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Taxis & Ambulances Pascoal S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3250 Bettembourg, 100, rue Emile Klensch.
R.C.S. Luxembourg B 80.877.

Le Bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103581/10.

(140122075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Zaka, Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 162.189.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 de la Société Zaka SA ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103649/11.

(140121806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Genco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 147.454.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 16/07/2014

Il résulte de cette assemblée générale extraordinairement que le siège social de la société a été transféré au L- 2520 Luxembourg 33, allée Scheffer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Philippe LARDENAIIS
Administrateur délégué*

Référence de publication: 2014103702/13.

(140123546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Andyvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 91.967.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103750/9.

(140124543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Alter Domus Alternative Asset Fund Administration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 137.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 08 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103746/10.

(140124502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

**Alpha Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Sumox S.à r.l.).**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 8, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 136.201.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103745/10.

(140124520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Amdipharm Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Munsbach, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 105.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Münsbach, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103749/11.

(140124184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Aircraft Solutions Lux XV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 171.863.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68925 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103742/10.

(140124333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

A.S.L.B. Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 91, rue du Canal.
R.C.S. Luxembourg B 123.460.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014103734/13.

(140123928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Actis Mediterranean Energy Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 177.384.

Par résolutions signées en date du 17 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat.

2. Nomination de Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103735/15.

(140124576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Actis Morocco Energy Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 174.803.

Par résolutions signées en date du 17 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat.

2. Nomination de Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103736/15.

(140124571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

two 6 two HOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 126.195.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 21 janvier 2014

L'Assemblée Générale de la société TWO 6 TWO HOME S.A.R.L. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée Générale accepte la démission du gérant technique Thierry SMETS.

2. Gilles DESCAMPS devient alors gérant unique de la société.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014103732/12.

(140124973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

i.biz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 12, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 150.629.

Die neue Adresse für Herrn Schiwiek lautet ab sofort:

11, rue de Bitbourg

L-1273 Luxembourg

Luxembourg

Bertrange, den 17. Juli 2014.

Référence de publication: 2014103729/12.

(140124587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Vector Allegro (Lux) 1, S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.407.

Suivant résolution en date du 14 juillet 2014, il a été décidé de modifier la dénomination de l'associé unique de la Société de Vector Allegro Holdings (Cayman), Ltd. à Allegro Holdings (Cayman), Ltd.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014103724/15.

(140123522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Topos Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 109.857.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement rendu en date du 5 juin 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a été déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme TOPOS HOLDING S.A., dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 26 octobre 2011.

Pour extrait conforme

Maître Lynn STELMES

Le liquidateur / Avocat

Référence de publication: 2014103723/14.

(140123576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

SED Sport Europe Diffusion S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 109.733.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement rendu en date du 5 juin 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a été déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme SED SPORT EUROPE DIFFUSION S.A. dont le siège social à L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange a été dénoncé en date du 7 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Maître Lynn STELMES

Le liquidateur / Avocat

Référence de publication: 2014103722/14.

(140123578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Autoparts Holdings (Luxembourg) S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.908.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2014103757/11.

(140124679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

e-dl, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 92.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103726/10.

(140124575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine 2004 Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 101.733.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 24 Mars 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce jusqu'à l'Assemblée qui se tiendra en 2015; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce jusqu'à l'Assemblée qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103720/15.

(140123054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Retail 2003-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 99.797.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103719/15.

(140123052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Mazarin Finance S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 110.141.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement rendu en date du 5 juin 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a été déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme MAZARIN FINANCE S.A., dont le siège social à L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, a été dénoncé en date du 22 novembre 2010.

Pour extrait conforme
Maître Lynn STELMES
Le liquidateur / Avocat

Référence de publication: 2014103711/14.

(140123572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

International Risks SA, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 109.635.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement rendu en date du 3 juillet 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme INTERNATIONAL RISKS S.A., dont le siège social à L-1611 Luxembourg, 39 avenue de la Gare, a été dénoncé en date du 19 octobre 2007.

Pour extrait conforme
Maître Ersan ÖZDEK
Le liquidateur / Avocat

Référence de publication: 2014103708/14.

(140123556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Leveraged Partners 2003-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.799.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103712/15.

(140123043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Leveraged Partners 2003-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.801.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103713/15.

(140123046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

eleX alpha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.681.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103727/10.

(140124868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Partners 2003-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.800.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103714/15.

(140123047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Grey & Sons Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 110.587.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement rendu en date du 3 juillet 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée GREY & SONS PROPERTIES S.à r.l., dont le siège social à L-1660 Luxembourg, 30 Grand-Rue, a été dénoncé en date du 30 mars 2009.

Pour extrait conforme

Maître Ersan ÖZDEK

Le liquidateur / Avocat

Référence de publication: 2014103703/14.

(140123555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Partners 2003-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.796.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103715/15.

(140123048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Aguila 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 157.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103740/10.

(140124549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Branch office of Anglo American International Holdings Limited, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 164.770.

Lors du conseil de gérance tenu en date du 24 juin 2014, les décisions suivantes ont été prises:

Acceptation de la démission de Monsieur Hans Arend Haije, avec adresse au 26, rue Michel Rodange, L-7248 Bereldange, de son mandat de représentant permanent de la succursale avec effet au 9 mai 2014.

Nomination de Madame Lynsey Blair, avec adresse au 9, rue de Dondelange, L-8391 Nospelt, en tant que représentant permanent de la succursale avec effet au 1^{er} mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103751/15.

(140124553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Partners 2003-C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 100.709.

Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et

- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103716/15.

(140123049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Gagfah S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 109.526.

EXTRAIT

Les mandats de M. Randal A. Nardone et de M. Wesley R. Edens en tant que membres du conseil d'administration de la Société ont pris fin en date du 8 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014103701/13.

(140123063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Amaxx Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 144.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Gérant

Référence de publication: 2014103779/11.

(140124807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

AOL Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 72.380.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 15 juillet 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AOL Holdings (Lux) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014103781/14.

(140124113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

AOL Europe Holdings (2) & Cie, Société en nom collectif.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 163.810.

—
Veuillez prendre note que Monsieur Graham Edwin Moysey, gérant, réside désormais professionnellement à 11-20, Capper Street, Batiment Shropshire House, WC1E6JA Londres (Royaume-Uni).

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour AOL Europe Holdings (2) & Cie

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014103780/13.

(140124714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Alphadoz Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Howald, 183, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 161.566.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/07/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014103774/12.

(140123968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Neovara European Mezzanine Partners 2003-D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 99.795.

—
Extrait de la décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société en date du 27 juin 2014

Il a été décidé de:

- renouveler le mandat de Madame Petra Dunselman, résidant 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée; et
- renouveler le mandat de Monsieur Jean Lemaire, résidant 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la société et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014103717/15.

(140123050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Azur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 162.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103797/10.

(140124731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Barclays Aegis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 39.445,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 116.153.

Les comptes annuels au 20 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Certifié conforme et sincère
Pour la Société
Manfred Zisselsberger
Gérant

Référence de publication: 2014103799/14.

(140124771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Bashneft Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 177.748.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014103801/10.

(140124800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Assets Global Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103791/10.

(140124732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

APF Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: JPY 2.500.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 130.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103783/10.

(140124420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Assuralux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 10, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 87.151.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103792/9.

(140124653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Attika S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.240.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ATTIKA S.A.

Référence de publication: 2014103793/10.

(140124706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Animal Souls, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6970 Oberanven, 50C, rue Andethana.
R.C.S. Luxembourg F 9.515.

Suite à notre Assemblée Générale du 12.07.2014 la modification statutaire de l'article suivant doit être faite.

Chapitre 1

Art. 2. Le siège de l'association est établi à Luxembourg. Le comité peut décider de transférer le siège à toute autre adresse.

Pour le comité

Signature

Référence de publication: 2014103689/13.

(140123541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

**Acanthus Investment S.A., Société Anonyme,
(anc. Café Cannelle S.A.).**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 174.758.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103763/10.

(140124521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Bell Equipment International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 16.748.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2013 de la société mère, Bell Equipment Limited a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014103804/12.

(140124748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Partners Group Direct Mezzanine 2013 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 180.471.

In the year two thousand and fourteen, on the second of September.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of the société en commandite par actions with variable capital qualifying as investment company in risk capital "Partners Group Direct Mezzanine 2013 S.C.A., SICAR", with its registered office at L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg, under section B number 180.471, incorporated by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on September 12th, 2013, published in the Mémorial C number 2749 of November 5th, 2013.

The meeting is opened by Mr Max MAYER, private employee, residing professionally in Junglinster, being in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr Henri DA CRUZ, private employee, residing professionally in Junglinster.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Approval of the amendment and complete restatement of the articles of incorporation of the Corporation (as enclosed within the convening notice) with the main purpose of reflecting the Corporation's qualification as an alternative investment fund (AIF) within the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Such amendment and restatement comprises, inter alia, the amendment of the purpose clause of the Corporation (Article 3 of the Articles).

2. Miscellaneous.

II. The shareholders represented, the proxyholder of the represented shareholder and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, checked and signed "ne varietur" by the proxyholder of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office.

The proxies of the represented shareholders signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

III. As appears from the said attendance list, 31,238 shares out of the 57,393.329 ordinary shares in circulation and all the manager shares are represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter unanimously has taken the following resolution:

Sole resolution

The meeting decides to approve the amendment and complete restatement of the articles of incorporation with the change of the purpose of the company, as an alternative investment fund (AIF) within the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, which will have henceforth the following wording:

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions with variable capital organised as an investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended, (the "2004 Law") and qualifying as alternative investment fund within the meaning of article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law") under the name of "Partners Group Direct Mezzanine 2013 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2026, provided that the Corporation by Shareholder Resolution (according to the term defined hereafter) taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to make mezzanine investments on a global basis, investments with similar characteristics, and/or investments into any other assets as permitted, representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose including (i) to seek financing in any form and (ii) to grant guarantees by way of

mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Corporation to secure the obligations of the Corporation towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for holding short-term bank deposits, cash and cash equivalents, short term money market mutual funds and borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The share capital of the Corporation shall be represented by Shares without nominal value and shall at all times be equal to the Corporation's total net assets.

(b) The Corporation is incorporated with a share capital of EUR 33,000.

(c) The General Partner may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Corporation shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares, issued generally for a subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000); and

(ii) General Partner Shares issued to the General Partner, generally for a subscription price of one Euro cent (EUR 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The General Partner may fully or partially return to Investors the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be callable at times and under the conditions determined by the General Partner.

(g) The total amounts contributed to the Corporation by an Investor are referred to as "Contributions".

(h) The General Partner will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Share Offering period may, in the discretion of the General Partner, be extended by up to 12 months.

(i) The General Partner acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(j) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euro (EUR 1,000,000).

Art. 6. The General Partner.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management III S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "General Partner"). The General Partner has appointed Partners Group (UK) Limited as the authorized alternative investment fund manager of the Company (the "Manager") within the meaning of the 2013 Law and the AIFMD, who will be responsible for the portfolio and risk management of the Corporation.

(b) The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The General Partner shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Investors.

Art. 7. Liability of Investors / Ordinary Shareholders.

(a) The Shareholders are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Remaining Commitment (according to the term defined hereafter), (ii) the return of distributions, (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter) and (iv) its obligation to pay withholding tax amounts where applicable.

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The General Partner will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Ordinary Shares are freely transferable to Eligible Investors. Remaining Commitments (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the General Partner, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, an Interest/Ordinary Shares are part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest/Ordinary Shares shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhänder") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest/Ordinary Shares that are directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that are part of their committed assets are freely transferable and such transfer will not require the approval of the General Partner. Upon the transfer of any Interest/Ordinary Shares that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest/Ordinary Shares held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(e) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(f) Shares will only be issued as registered securities.

(g) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) Investors will undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be ten million Euro (EUR 10,000,000) although the General Partner reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the General Partner will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in EUR, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments, to permit the payment of fees and expenses and any other obligations of the Corporation and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The General Partner on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors are permitted to hold Ordinary Shares in the Corporation.

(c) The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any applicant and therefore the acceptance of any subscription agreement until such time as sufficient documentation has been provided on the Eligible Investor status of the applicant.

(d) If the Corporation determines that an Investor is no longer an Eligible Investor or an Ordinary Shareholder (or, if the context so requires, the beneficial owner of the relevant Ordinary Shares) is not or no longer an Eligible Investor, or if the Investor/Ordinary Shareholder is in breach of its obligations, representations or warranties or fails to make such representations and warranties or fails to deliver information (for example as required under the United States Foreign Account Tax Compliance Act of 2010 or similar law) as the General Partner may require, the General Partner may implement option A) or B) at its sole discretion:

A). require/cause such Investor or Ordinary Shareholder to sell all or part of its Interest/Ordinary Shares at a price determined in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest/Ordinary Share to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest/Ordinary Share (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest/Ordinary Share is payable. Any such notice may be served upon such Investor/Ordinary Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor/Ordinary Shareholder at its last address known to or appearing in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest/Ordinary Share shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest/Ordinary Share, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest/Ordinary Share, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank or

B). redeem Ordinary Shares from such Investor / Ordinary Shareholders in accordance with the provisions of Article 17.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor / Ordinary Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest/Ordinary Share, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the General Partner, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor / Ordinary Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 5.30 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2015 on the first Thursday of the month of March at 3.00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the General Partner.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the General Partner instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each General Partner Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the Manager.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the General Partner and requires prior approval by the Luxembourg supervisory authority.

(h) The General Partner shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(i) The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(j) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

(k) The General Partner is obliged to convene a Shareholder meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing 10% of the Corporation's capital require so in writing with an indication of the agenda.

Art. 13. General Partner Powers.

(a) The General Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. The General Partner may at any time decide to proceed to the listing of the Ordinary Shares of the Corporation on any stock exchange or market.

(b) All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

(c) The General Partner shall determine the investment policy and the financing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(d) The Manager is authorized to seek financing on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize financings in accordance with applicable laws and regulations and subject to rates commercially available for such financing.

(i) Subject to Article 13(c)(ii) below, the Manager shall not cause the Corporation to undertake financing (at any one time) in an amount which exceeds 50% of the aggregate Commitments unless unanimously advised by the Advisory Board; provided that prior to the final Share Offering, the Manager acting on behalf of the Corporation may seek financing in any form (at any one time) up to the higher of (i) 50 million Euro, or (ii) 100% of Remaining Commitments.

(ii) To the extent there are Shareholders who are subject to the German Insurance Supervisory Act provisions, then the Manager shall not, after the final Share Offering, cause the Corporation to undertake any financing except for short-term financing (i.e. up to one year) in an amount that exceeds 10% of the net asset value of the Corporation.

(e) Pursuant to the AIFMD and the 2013 Law, the General Partner may also appoint (i) service providers as permitted by applicable rules and regulations; (ii) a Luxembourg or foreign alternative investment fund manager authorised pursuant to the AIFMD. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation. Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 21, paragraph 11 (d) (ii) of the AIFMD (Article 19, paragraph (11) (d) (ii) of the 2013 Law respectively), the Corporation's depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in article 21, paragraph 14, of the AIFMD (Article 19, paragraph (14) of the 2013 Law respectively) are met.

(f) The General Partner may establish an advisory board ("Advisory Board") that will be responsible for certain matters referred to it by the General Partner such as risk management and conflicts of interest.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the General Partner or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor / Shareholder for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the General Partner or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such

indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the General Partner prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to 50% of the aggregate distributions previously made to them less any amounts they have recontributed to the Corporation, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) The obligations of the Investors to re-contribute amounts previously distributed to them shall continue and survive until the earlier of (i) the third anniversary of the date of the relevant distribution was made, or (ii) the liquidation of the Corporation provided that, if at the end of any such period there are any actions, proceedings or investigations then pending, the Manager shall notify the Corporation and the Shareholders in writing at such time, and in such cases the Investors' re-contribution obligations shall survive with respect to any obligations of the Corporation that arise out of or relate to such action, proceeding or investigation (or any related action, proceeding or investigation based upon the same or a similar claim) until the date that such action, proceeding or investigation is finally resolved.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

(a) No redemption of Shares may be requested by the Shareholders.

(b) A redemption of Shares at the discretion of the Manager shall in particular be possible:

(i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Corporation;

(ii) for the purpose of temporarily returning to Investors a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown;

(iii) for the purpose of distributing proceeds from investments to Shareholders / Investors; and

(iv) in the situations detailed in Article 10 (d)

(c) Shares will generally be redeemed for:

(i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(i) and (ii);

(ii) the latest reported Net Asset Value (according to the term defined hereafter) in relation to redemptions as set out in Article 17(b) (iii); and

(iii) 75% of the market value of Ordinary Shares, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market, to be redeemed in relation to redemptions set out in Article 17(b) (iv).

(d) The Manager shall retain flexibility in using the respective subscription price or the latest reported Net Asset Value, if deemed necessary and taking into account the interests of the Investors/Shareholders.

(e) Redeemed Shares will be cancelled by the Corporation.

(f) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the General Partner not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required,

then the General Partner has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the General Partner to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) withdraw the defaulting Investor's right to make Contributions or (E) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of Ordinary Shares in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value in accordance with fair valuation methods shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Ordinary Shares according to the aggregate Contributions of Ordinary Shares, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Ordinary Shares may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares by the total number of Ordinary Shares on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

- (i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;
- (ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and
- (iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the applicable accounting principles as set out in the Prospectus.

(d) The Manager, is responsible for and will ensure that the valuation of the Corporation's investments is performed appropriately and according to International Financial Reporting Standards. In any event, the valuation task will be independent from the portfolio management.

(e) The Net Asset Value for Ordinary Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day as set out in the Prospectus.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2014.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) Accounting of the Corporation shall be based on the International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union.

Art. 20. Distributions.

(a) The results allocated to Ordinary Shares shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Within the limits provided by law, distributions of results and capital may be made at the discretion of the General Partner.

(c) The General Partner shall apply the following distribution policies:

(i) Proceeds derived from investments will be distributed by the General Partner from time to time, provided that the General Partner may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the General Partner or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The General Partner will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds; Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(iii) The General Partner shall not distribute securities to Shareholders other than at the time of dissolution of the Corporation or with the approval of a simple majority of the votes cast with respect to Ordinary Shares in issue.

(d) Distributions of proceeds will be made first to the Shareholders in each case in proportion to their holding and subsequently to the General Partner (as holder of General Partner Shares) as an incentive allocation ("Incentive Allocation") in the following order of priority:

(i) first, 100% shall be distributed to Shareholders until the aggregate distributions made under this paragraph (i) equal the Shareholders' aggregate Contributions (the "Relevant Contributions"), plus an amount sufficient to provide the Shareholders, in aggregate, with a preferred return of 8% per annum on the cash flows relating to the Corporation (the "Preferred Return"), such cash flows being comprised of the Relevant Contributions and distributions made to Shareholders;

(ii) second, 100% shall be paid to the General Partner as an Incentive Allocation until such time as the General Partner has received 15% of the sum of the distributed Preferred Return and the Incentive Allocation payments made under this clause (ii) (full catch-up);

(iii) third, provided that the General Partner has received the amount under clause (ii), then 85% shall be distributed to the Shareholders and 15% shall be paid to the General Partner as an additional Incentive Allocation;

(e) The General Partner may waive, reduce or defer payment of any Incentive Allocation in respect of a given Shareholder or otherwise, and for purposes of this section, any in-kind distribution shall be treated as if such distribution was made in cash in an amount equal to the fair value of such in-kind distribution as of the date of such distribution.

(f) Distributions made to Shareholders are subject to recall to satisfy the obligations of the Corporation. Accordingly, the Investors may be required to re-contribute such amounts to the Corporation. In connection with the winding-up of the Corporation (i) the General Partner will calculate the Clawback Amount (if any) and where any Clawback Amount is outstanding then the General Partner shall pay such amount to the Corporation prior to the final distribution, and (ii) the Corporation shall pay the General Partner an amount (if any) as necessary for the General Partner to have received

15% of the Incentive Basis, provided that no payment shall be made to the General Partner that creates a Clawback Amount.

(g) The “Clawback Amount” is the higher of (i) the Preferred Return Shortfall, and (ii) the positive amount, if any, required for the Shareholders, in aggregate, to have received cumulative distributions equal to the Shareholder Threshold, provided that the Clawback Amount in no event shall exceed the aggregate Incentive Allocation payments received by the General Partner, less any tax paid or payable by the General Partner in relation thereto and not refunded to the General Partner. For the purposes of this section:

(1) The “Preferred Return Shortfall” is defined as an amount, if any, required to provide the Shareholders with the Preferred Return.

(2) The “Incentive Basis” is defined as the positive difference, if any, between the distributions made to and Relevant Contributions received from the Shareholders.

(3) The “Shareholder Threshold” means the sum of (i) the Contributions of the Shareholders, and (ii) 85% multiplied by the Incentive Basis.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to Shareholders pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, (“1915 Law”). In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions.

These definitions form an integral part of the Articles.

Corporation Currency Euro

AIFMD Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010.

Eligible Investors Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, or b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 EUR in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying such investor’s expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation.

A U.S. Person is prohibited from acquiring Shares in the Corporation.

Entry Charge A charge which may be levied on an Investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.

General Partner Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the General Partner.

Interest An Investor’s interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Remaining Commitment.

Investor(s) The investors who have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with a Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the General Partner who has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.

Manager The Corporation’s alternative investment fund manager within the meaning of the AIFMD.

Ordinary Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor or has been acquired by an Eligible Investor.

Ordinary Shareholder The holder of Ordinary Shares.

Prospectus The most up-to-date version of the prospectus of the Corporation published in accordance with the 2004 Law.

Remaining Commitments The excess of (i) a Shareholder's Commitment over (ii) the aggregate amount of such Shareholder's Contributions (net of Contributions refunded to the Shareholders pursuant to Article 17(b)(ii)).

Shares The Ordinary Shares and the General Partner Shares.

Shareholders The holders of Ordinary Shares and General Partner Shares.

Subscription Agreement The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.

U.S. Person Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.

Valuation Day The last day of each month.

2013 Law Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, implementing the AIFMD."

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about EUR 1.100.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney has signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 septembre 2014. Relation GRE/2014/3501. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014143644/472.

(140162777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Bureau Immobilier Thoma Carlo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6185 Gonderange, 19, rue Gritt.

R.C.S. Luxembourg B 77.157.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

1.- Madame Sylviane SCHEER-NITSCHKE, sans état, demeurant à L-6185 Gonderange, 19, rue Gritt.

2.- Monsieur Carlo THOMA, agent immobilier, demeurant à L-6185 Gonderange, 19, rue Gritt.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1. Que les comparants sont les associés de la société à responsabilité limitée «BUREAU IMMOBILIER THOMA Carlo S.à r.l.», avec siège social à L-6185 Gonderange, 19, rue Gritt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 77.157, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 10 du 6 janvier 2001.

2. Que le capital social est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze et soixante-huit cents (12.394,68,- EUR).

3. Que les comparants, comme associés de la Société, prononcent la dissolution de la Société.

4. Que les comparants déclarent qu'ils ont pleine connaissance des statuts de la Société et qu'ils connaissent parfaitement la situation financière de la Société.

5. Que les comparants, représentés comme dit ci-avant, se désignent comme liquidateurs de la Société et auront pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6. Que les comparants ont investi de tout l'actif et qu'ils s'engagent expressément à prendre à leur charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne.

7. Que les comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts ou de tous autres titres seront annulés.

8. Que les comparants donnent décharge pleine et entière au gérant pour son mandat jusqu'à ce jour.

9. Que les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à l'adresse du comparant.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société «BUREAU IMMOBILIER THOMA Carlo S.à r.l.».

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève à environ à huit-cent cinquante euros (EUR 850).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sylviane SCHEER-NITSCHKE, Carlo THOMA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 juillet 2014. Relation GRE/2014/2669. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014102931/47.

(140121376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

BMO Finance Company I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.239.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of June,

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholder of BMO Finance Company I, a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), with a share capital of USD 25,000, having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number 160.239.

There appeared:

Bank of Montreal Holding Inc., a corporation duly incorporated and validly existing in accordance with the laws of Canada, having its head office address at 900, 525-8th Avenue S.W., Calgary, AB, T2P 1G1 and registered under corporation number 342764-1 (the "Sole Shareholder");

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said proxy, initialed ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 25,000 class C ordinary shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment and restatement of the articles of association of the Company;
2. Increase of the share capital by the issuance of new ordinary shares with a nominal value of USD 1 each subject to the payment of a global share premium attached thereto;
3. Subscription and payment of the new ordinary shares with a nominal value of USD 1 and the global share premium attached thereto by way of a contribution in cash by the sole shareholder of the Company;
4. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to suppress any reference to classes of shares in the articles of association of the Company and subsequently to amend and to restate them as follows:

Art. 1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is "BMO Finance Company I".

Art. 3. Purpose . The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including companies or entities in which the Company has a direct or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, advance or grant in favor of third parties any security or guarantee to secure the obligations of the same, as well as borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality by means of a resolution of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 25,000 (twenty-five thousand US dollars) represented by 25,000 (twenty-five thousand) ordinary shares with a nominal value of USD 1 (one US dollar) each, fully paid-up (the "Shares").

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Art. 7. Voting Rights. Each Share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of Shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per Share.

Art. 9. Transfer of shares. The Shares are freely transferable among shareholders of the Company or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of Shares to non-shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 10. Redemption of shares. The Company may redeem its own Shares at any time at the discretion of the board of managers and the shareholder(s) hereby undertakes to vote in favor of such redemption; however, the redemption takes place only where the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

The redemption of any Shares must be carried out by a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

The redeemed Shares shall be cancelled and the issued share capital and share premium attached to the redeemed Shares (if any) including the corresponding portion of share premium allocated to the legal reserve, if any, shall be decreased accordingly.

Title III - Management

Art. 11. Appointment of the managers. The Company shall be managed by at least five (5) managers forming a board of managers, three (3) of whom namely the type A managers, shall be Luxembourg residents and two (2) of whom, namely the type B managers, shall be Bank of Montreal employees that may be resident in Canada, the United States of America or country other than the Grand-Duchy of Luxembourg.

No manager needs be a shareholder of the Company and the managers can, but need not be, employees of the shareholder(s) of the Company.

The managers shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the

case may be, for a term of not exceeding six (6) years, renewable without limit in the same manner. The remuneration, if any, of the managers shall be determined in the same manner.

Any acceptance by a manager of his/her appointment shall be made in writing.

Should a manager cease to hold office, the conditions and circumstances shall be documented and reviewed by the chairman of the board of managers.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

In case of vacancy, the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital shall appoint by resolution as many managers as necessary to fill such vacancy.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager or in case of plurality of managers by the joint signature of one (1) type A manager and one (1) type B manager.

The sole manager, or the board of managers, as the case may be, may delegate its powers for specific tasks to one or several managers or to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager, or the board of managers, will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

Art. 13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman, who shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. The board of managers may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by the chairman or at least two managers. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

The members of the board of managers shall meet physically at least two (2) times a year and the meetings of the board of managers shall be held within the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing by letter, telegram, telex or telefax or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers, only if physically situated outside Canada or the United States of America at the time of the meeting, may participate into a meeting by telephone, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg and allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are physically present in the meeting room in the Grand-Duchy of Luxembourg a majority of managers. A list of attendance shall be attached to the minutes of the meeting.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of the majority of the managers present or represented, such majority must include at least one (1) type B manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two managers."

Art. 14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the board of managers failing which by the statutory auditor or the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholder resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives prior to its written vote and in writing by any suitable communication means, the whole text of each resolution to be approved.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Thursday of April or on the following business day if such day is a public holiday.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts each year on November 1st and ends on October 31st.

Art. 18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting for approval.

Art. 19. Profits. The positive balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges, provisions and taxes, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, where a net profit is shown in the annual accounts approved by the shareholders, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

Art. 20. Dividends. Each year, where a net profit is shown in the annual accounts approved by the shareholders, subject to the allocation of the legal reserve, the remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve. However, the dividends shall become due and payable only to the extent that, and as of when, declared to be due and payable by resolution(s) of the board of managers, which resolution(s) shall set out the record date and the payment date.

Art. 21. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the board of managers may decide to pay interim dividends on Shares before the end of a financial year, and if so shall decide on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 22. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of

shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 24. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 30,000 (thirty thousand US Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 25,000 (twenty-five thousand US Dollars) to USD 55,000 (fifty-five thousand US Dollars) by the issuance of 30,000 (thirty thousand) new ordinary shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollars) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium of an amount of USD 2,970,000 (two million nine hundred seventy thousand US Dollars) attached proportionally to the New Shares and to be allocated to (i) the freely available accounting balance sheet item "premium issuance", as share premium, up to the amount of USD 2,967,000 (two million nine hundred sixty-seven thousand US Dollars) and (ii) the non-available accounting balance sheet item "legal reserve", as legal reserve, up to the amount USD 3,000 (three thousand US Dollars).

Third resolution

It is resolved to accept the subscription to the increase of capital of USD 30,000 (thirty thousand US Dollars) subject to the payment of a global share premium of an amount of USD 2,970,000 (two million nine hundred seventy thousand US Dollars) attached proportionally to the New Shares and to be allocated to (i) the freely available accounting balance sheet item "premium issuance", as share premium, up to the amount of USD 2,967,000 (two million nine hundred sixty-seven thousand US Dollars) and (ii) the non-available accounting balance sheet item "legal reserve", as legal reserve, up to the amount USD 3,000 (three thousand US Dollars) by way of a contribution in cash by the Sole Shareholder.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder, declared to fully subscribe to the above mentioned increase of capital of USD 30,000 (thirty thousand US Dollars) by subscribing to the New Shares, subject to the payment of the global share premium amounting to USD 2,970,000 (two million nine hundred seventy thousand US Dollars) attached proportionally to the New Shares and to be allocated as described here above; the whole being fully paid-up by a contribution in cash of an amount of USD 3,000,000 (three million US Dollars).

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution having been fully carried out, the Sole Shareholder resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

" Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 55,000 (fifty-five thousand US Dollars) represented by 55,000 (fifty-five thousand) ordinary shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollars) each, fully paid-up (the "Shares").

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about two thousand eight hundred Euro (EUR 2,800.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, they signed together with us, the notary, and the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour de juin,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé de la société à responsabilité limitée luxembourgeoise BMO Finance Company I, une société à responsabilité limitée valablement constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social d'un montant de 25.000 USD, ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.239 (la «Société»).

A comparu:

Bank of Montreal Holding Inc., une société dument constituée et existant valablement selon les lois du Canada, ayant son siège social au 900, 525-8th Avenue S.W., Calgary, AB, T2P 1G1 et immatriculée sous le numéro 342764-1 (l'«Associé Unique»);

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les 25.000 parts sociales de classe C, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été dûment informé.

L'Associé Unique, prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification et refonte des statuts de la Société;
2. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de nouvelles parts sociales ordinaires de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD moyennant le paiement d'une prime d'émission globale;
3. Souscription et paiement de toutes les nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'1 USD moyennant le paiement d'une prime d'émission par un apport en espèce de l'associé unique;
4. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société;
5. Divers.

Après que l'ordre du jour eut été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé supprimer toute mention de classe de parts sociales dans les Statuts de la Société et par conséquent de les modifier et de les refondre comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «BMO Finance Company I».

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères, et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société ou entité appartenant au même groupe de sociétés que la Société ou affiliée d'une façon quelconque avec la Société, incluant les sociétés ou entités dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre forme d'intérêt, tout concours, prêt, avance, ou consentir au profit de tiers des sûretés ou des garanties afin de garantir

les obligations des sociétés précitées, ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir par tous moyens le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société pourra prendre toutes actions et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts, ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à 25.000 USD (vingt-cinq mille dollars américains) divisé en 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées (les «Parts Sociales»).

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Droits de vote. Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale.

Art. 9. Transfert des parts. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de Parts Sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société donné en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 10. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales à tout moment et à la discrétion du conseil de gérance et les associés s'engagent à voter en faveur d'un tel rachat; toutefois le rachat ne peut avoir lieu que pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social. Le rachat est décidé par résolution des associés avec la même majorité requise que pour une modification des Statuts.

Les Parts Sociales ainsi rachetées doivent être annulées ainsi que le capital social émis plus la prime d'émission y attachée (s'il en existe une) incluant la part correspondante à la prime d'émission allouée à la réserve légale, le cas échéant, doivent être réduits en conséquence.

Titre III - Gérance

Art. 11. Nomination des gérants. La Société est gérée par au moins cinq (5) gérants formant un conseil de gérance, trois (3) gérants, nommément les gérants de type A, doivent être résidents Luxembourgeois, deux (2) gérants, nommément les gérants de type B, doivent être des employés de Bank of Montreal qui peuvent être résidents du Canada, des Etats-Unis d'Amérique ou de tout pays autre que le Grand-Duché du Luxembourg.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société et les gérants, peuvent mais ne sont pas obligés, d'être des employés de (s) associé(s) de la Société.

Les gérants sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société le cas échéant, pour une durée n'excédant pas six (6) ans, renouvelable sans limite de la même façon. La rémunération, le cas échéant, des gérants est déterminée de la même manière.

Chaque acceptation de sa nomination par un gérant est faite par écrit.

Si un gérant cesse ses fonctions, les conditions et circonstances sont documentées et revues par le président du conseil de gérance.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

En cas de vacance, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, nomme(nt) par résolution autant de gérants nécessaires pour combler cette vacance.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un (1) gérant de type A et un (1) gérant de type B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs gérant(s) ou à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associés ou gérants de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

Art. 13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président, qui préside à toutes les réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance est présidé par un gérant présent et nommé pour cette occasion. Le conseil de gérance pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux gérants. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, et l'heure et le lieu de la réunion, est donnée à l'ensemble des gérants au moins vingt-quatre heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance se rencontre physiquement au moins deux (2) fois par an et les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par lettre, télégramme, télex ou téléfax ou tout moyen de communication approprié un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance, seulement s'il est en dehors du Canada ou des Etats-Unis d'Amérique au moment de la réunion, par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initiée depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue si au commencement de celle-ci, sont présents physiquement dans la salle de réunion au Grand-Duché de Luxembourg une majorité de gérants. Une liste de présence est attachée aux minutes de la réunion.

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote favorable de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés, une telle majorité doit inclure au moins un (1) gérant de type B.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance.

Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux constituant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Titre IV - Associés

Art. 15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance s'il existe, à défaut, par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé vingt-quatre heures à l'avance avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts doivent être adoptées par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu, par tout moyen de communication écrit, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois d'avril ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} novembre et se termine le 31 octobre.

Art. 18. Comptes annuels Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels qui seront soumis à l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, à tous les associés pour approbation.

Art. 19. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par tous les associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution si cette réserve venait à être entamée.

Art. 20. Dividendes. Chaque année, lorsqu'un bénéfice apparaît dans les comptes annuels approuvés par les associés, celui-ci sera attribué sur les bénéfices restants, après affectation à la réserve légale, par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable. Toutefois les dividendes deviennent exigibles et payables seulement lorsqu'ils sont déclarés exigibles et payables par résolution(s) du conseil de gérance, ces résolutions doivent par ailleurs établir la date d'enregistrement et la date de paiement.

Art. 21. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires sur les Parts Sociales avant la clôture de l'exercice social, sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 22. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance constitué de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommés par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination.

Cependant, leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote favorable de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société ne peut être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, l'insolvabilité ou la faillite d'un associé.

Art. 24. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations éventuelles. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués à l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 30.000 USD (trente mille dollars américains) pour le porter de son montant actuel de 25.000 USD (vingt-cinq mille dollars américains) à 55.000 USD (cinquante-cinq mille dollars américains) par l'émission de 30.000 (trente mille) nouvelles Parts Ordinaires ayant une valeur nominale de 1USD (un dollar américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 2.970.000 USD (deux millions neuf cent soixante-dix mille dollars américains) attachée proportionnellement aux nouvelles Parts Sociales et devant être allouée (i) au poste «prime d'émission» du bilan en tant que prime d'émission librement disponible, à hauteur d'un montant de 2.967.000 USD (deux millions neuf cent soixante-sept mille dollars américains) et (ii) au poste «réserve légale» du bilan en tant que réserve légale non disponible à hauteur d'un montant de 3.000 USD (trois mille dollars américains).

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription à l'augmentation de capital d'un montant de 30.000 USD (trente mille dollars américains) moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 2.970.000 USD (deux millions neuf cent soixante-dix mille dollars américains) attachée proportionnellement aux Nouvelles Parts Sociales et devant être allouée (i) au poste «prime d'émission» du bilan en tant que prime d'émission librement disponible, à hauteur d'un montant de 2.967.000 USD (deux millions neuf cent soixante-sept mille dollars américains) et (ii) au poste «réserve légale» du bilan en tant que réserve légale non disponible à hauteur d'un montant de 3.000 USD (trois mille dollars américains) par un apport en espèce de l'Associé Unique.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a déclaré souscrire à l'augmentation de capital susmentionnée d'un montant de 30.000 USD (trente mille dollars américains) en souscrivant aux Nouvelles Parts Sociales, moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 2.970.000 USD (deux millions neuf cent soixante-dix mille dollars américains) attachée proportionnellement aux nouvelles Parts Sociales et devant être allouée comme décrit ci-dessus; l'ensemble étant intégralement libéré au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de 3.000.000 USD (trois millions de dollars américains).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent et l'apport ayant été pleinement effectué, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à 55.000 USD (cinquante-cinq mille dollars américains) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées (les «Parts Sociales»).

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ deux mille huit cents euros (EUR 2.800,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passe à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 juillet 2014. Relation GRE/2014/2606. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014103823/532.

(140124701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Selp (Bravo Germany) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.583.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SELP Administration S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177308,

here represented by M. Gianpiero SADDI, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on June 25th, 2014.

The said proxy, signed *in varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. "Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "SELP (Bravo Germany) S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 12.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or surety ship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including anybody corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or anybody corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that

representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or "Conseil de gérance" (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager.

11. Board meetings.

11.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

11.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

11.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 11.5.

11.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

11.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

11.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

11.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

12. Shareholders' resolutions.

12.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

12.2 Subject as provided in Articles 12.3, 12.4 and 12.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first

written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

12.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

12.4 Subject as provided in Article 12.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

12.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

12.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

12.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

12.8

12.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

12.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 12.8.1 and the above provisions of Article 12.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14. Distributions on shares.

14.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

14.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

14.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 12. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

16. Interpretation and Luxembourg law.

16.1 In these Articles:

16.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

16.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

16.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

16.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

SELP Administration S.à r.l. 12,500 Shares

Total: 12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred Euros (EUR 1.200.-).

Sole shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' Meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Simon Carlyon, born in Manly, Sydney, Australia, on 15 July 1973, and professionally residing at Cunard House, 15 Regent Street, London SW1Y 4LR;

- Octavia Peters, born in Moreton In The Marsh, England on 25 February 1969 and professionally residing at Cunard House, 15 Regent Street, London SW1Y 4LR;

- Desmond Mitchell, born in Wells, Somerset, England on 24 August 1957 and professionally residing at 4, Allée des Charmes, L1372 Luxembourg; and

- Alain Peigneux, born in Huy, Belgium on 22 February 1968 and professionally residing at 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen.

2) The Company shall have its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he/she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de juin,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SELP Administration S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177308,

ici représentée par M. Gianpiero SADDI, employé privé, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 25 juin 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. "Forme - Dénomination. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de «SELP (Bravo Germany) S.à r.l.» (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance;
ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément à ces Statuts - y compris l'article 12.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, sans limitation, tout personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), y compris, sans limitation, des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer,

développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales détenues par les survivants aient approuvé cette cession ou dans les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est administrée à un moment donné par Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts par le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société est administrée à un moment donné par plus d'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil" ou le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un seul gérant, ou en cas de pluralité de Gérant, le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts aux Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société:

10.1 si la Société est administrée par un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 en cas de pluralité de Gérants, la signature de tout Gérant.

11. Réunions du conseil de gérance.

11.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nomme un président.

11.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Gérants ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

11.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 11.5.

11.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la majorité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

11.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tout autre équipement de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

11.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

11.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

12. Résolutions des associés.

12.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

12.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 12.3, 12.4 et 12.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

12.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

12.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 12.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (incluant un changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

12.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

12.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

12.8

12.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

12.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi

Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un e-mail) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 12.8.1 et des présentes dispositions 12.8.2, que les Associés aient voté ou non.

13. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

14. Distribution sur parts sociales.

14.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

14.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

14.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut, le cas échéant, décider de payer des acomptes sur dividendes au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

15. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 12. Dans le cas où la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

16. Interprétation et loi Luxembourgeoise.

16.1 Dans les présents Statuts:

16.1.1 une référence à:

(a) un genre devra inclure chaque genre;

(b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

(c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

16.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

16.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

16.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

SELP Administration S.à r.l. 12,500 Parts Sociales

Total: 12,500 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés, a pris, au travers de son mandataire, les résolutions suivantes:

- 1) Les personnes suivantes sont nommées Gérants de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:
 - Simon Carlyon, né le 15 juillet 1973 à Manly, Sydney, Australie et ayant sa résidence professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR;
 - Octavia Peters, née le 25 février 1969 à Moreton In The Marsh, Grande-Bretagne et ayant sa résidence professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR;
 - Desmond Mitchell, né le 24 août 1957 à Wells, Somerset, Grande-Bretagne et ayant sa résidence professionnelle à 4, Allée des Charmes, L1372 Luxembourg; et
 - Alain Peigneux, né le 22 février 1968 à Huy, Belgique et ayant sa résidence professionnelle au 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen.
- 2) Le siège social de la Société est établi au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1 juillet 2014. Relation: LAC/2014/30267. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la précitée société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103532/518.

(140121914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

H&F Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.

R.C.S. Luxembourg B 182.186.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of the month of July.

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared

Maître Thierry Kauffman, maître en droit, residing in Luxembourg, acting as a special proxy of H&F Luxembourg 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (the "RCS") under number B 134.103 (the "Sole Shareholder"),

by virtue of a proxy given under private seal dated 8 July 2014 which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be registered together therewith.

The Sole Shareholder appears in its capacity as sole shareholder of H&F Luxembourg 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 4, rue Charles VI, L-1327 and registered with the RCS under number B 182.186, incorporated by deed of the undersigned notary, on 29th November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1 of 2 January 2014 (the "Company"). The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party declared and requested the notary to record:

I. That the subscribed capital of the Company is presently set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

II. That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

III. That the Sole Shareholder is the sole holder of all the Shares and that as a Sole Shareholder thereof declares explicitly to proceed to the immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation.

IV. That the Sole Shareholder takes over all assets and assumes all the liabilities of the dissolved Company known or unknown on the date of the present deed and that the liquidation of the Company is completed without prejudice to the fact that the Sole Shareholder assumes all the Company’s liabilities.

V. That the shareholder’s register of the Company has been cancelled.

VI. That the Sole Shareholder declares approving the interim financial statements of the Company as of 9 July 2014.

VII. The Sole Shareholder furthermore declares that:

- the Company’s activities have ceased;
- the Sole Shareholder is vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any, known or unknown liabilities of the Company; and
- following to the above resolutions, the Company’s liquidation is to be considered as accomplished and closed.

VIII. That the Sole Shareholder fully discharges each member of the board of managers for the due performance of his duties up to the date hereof.

IX. That the records and documents of the Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at EUR 1,000.-.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned After having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le neuvième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Maître Thierry Kauffman, maître en droit, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de H&F Luxembourg 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.103 (l’«Associé Unique»),

en vertu d’une procuration délivrée sous seing privé, datée du 8 juillet 2014, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

L’Associé Unique comparaît en sa qualité d’associé unique de H&F Luxembourg 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.186 constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 29 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1 du 2 janvier 2013 (la «Société»). Les statuts de la Société n’ont jamais été modifiés.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. Que le capital social de la Société s’élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d’une valeur nominale d’un euro (1 EUR) chacune (les «Parts Sociales»).

II. Que l’Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

III. Que l’Associé Unique est le seul détenteur des Parts Sociales et qu’en tant qu’Associé Unique il déclare expressément procéder à la dissolution immédiate de la Société et de la mettre en liquidation.

IV. Que l’Associé Unique déclare en outre prendre à sa charge tous les engagements de la Société dissoute connus ou inconnus à la date du présent acte et que la liquidation de la Société est achevée sans préjudice du fait qu’il répond personnellement de tous les engagements de la Société.

V. Qu'il a été procédé à l'annulation du registre de l'associé de la Société dissoute.

VI. Que l'Associé Unique déclare approuver les comptes intérimaires de la Société en date du 9 juillet 2014.

VII. L'Associé Unique déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;
- l'Associé Unique est investi de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif, connu ou inconnu, de la Société;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

VIII. Que décharge pleine et entière est accordée à chaque membre du conseil de gestion de la Société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

IX. Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à EUR 1.000,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel et demeure, le comparant a signé avec le notaire instrumentant cet acte.

Signé: T. KAUFFMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 juillet 2014. Relation: RED/2014/1518. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14 juillet 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014103212/104.

(140121801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Cub Friends Luxembourg, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-6833 Biver, 65, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg F 2.096.

REFONTE DES STATUTS

L'Assemblée générale de l'Association Sans But Lucratif «CUB FRIENDS Luxembourg», constituée le 3 avril 2001, par acte sous seing privé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 921 du 25 octobre 2001, s'est tenue le 4 juillet 2014, à L-1611 Luxembourg, 49-51, avenue de la Gare.

Tous les membres de l'association ayant été présents ou représentés, l'assemblée générale a valablement décidé, à l'unanimité, de modifier les statuts de l'association comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. L'association est dénommée CUB FRIENDS LUXEMBOURG A.s.b.l.

Art. 2. Siège social. Le siège de l'association est fixé à L-6833 Biver, 65, Haaptstrooss. Le siège social pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'assemblée générale.

Art. 3. Durée. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. L'association a pour objet de faire voler par ses membres et maintenir en bon état de vol des avions monomoteurs, multi-moteurs ou tout autre engin de vol, d'organiser des voyages d'affaires, d'agrément et de faire toutes les opérations mobilières et/ou immobilières et financières qui entrent dans l'objet social ou qui favorisent le développement de l'association.

Art. 5. Membres fondateurs / Associés. L'association se compose de trois (3) membres fondateurs, à savoir:

1° Monsieur Robert FISCH, de nationalité Luxembourgeoise, demeurant à L - 3541 Dudelange, 12, rue de la Paix,

2° Monsieur Romain SEILER, de nationalité Luxembourgeoise, demeurant à L-3822 Schifflange, 4, rue Jean Claus,

3° Monsieur Marc TANZ, de nationalité Luxembourgeoise, demeurant à L-6833 Biver, 65, Haaptstrooss,

Art. 6. Nombre d'associés. L'association peut accueillir en son sein de nouveaux membres, mais le nombre total des membres ne pourra en aucun cas être supérieur à dix (10), ni inférieur à trois (3). Tous les membres jouissent des droits et avantages prévus par la loi modifiée du 21 avril 1928 et ont droit de vote.

Art. 7. Conditions d'admission. L'association est composée de membres associés pilotes ou non pilotes.

L'association admettra également des membres adhérents ainsi que des membres donateurs et honoraires.

La qualité de membre honoraire pourra être conférée à toute personne en reconnaissance de services rendus.

Seuls les membres associés disposent du droit de vote aux assemblées générales.

Tout candidat voulant être admis à l'association en tant que membre doit être parrainé par un membre associé.

Les candidatures de nouveaux membres font l'objet d'un examen par le conseil d'administration qui les accepte ou les rejette sans avoir à motiver sa décision.

Art. 8. Cotisations. Les cotisations annuelles des membres sont fixées annuellement par l'Assemblée Générale; elles ne peuvent être inférieures 500,00.- EUR ni excéder 15.000,00.-EUR.

Art. 9. Mise en commun et Apports. Les membres fondateurs apportent dans l'association un avion du type PIPER CUB, immatriculé LX-MAC,

Ledit apport est réalisé à proportion de 44,16% par le sieur Robert FISCH, de 27,92% par le sieur Romain SEILER et de 27,92 % par le sieur Marc TANZ.

Tout nouveau membre s'acquitte impérativement d'un apport fixé par le conseil d'administration, ainsi que d'une cotisation annuelle identique à celle des membres actuels.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, les apports confèrent à l'associé apporteur un droit de créance proportionnel à ses apports sur le fonds social de l'association et partant un droit de reprise proportionnel de ces derniers en cas de retrait ou de liquidation.

Art. 10. Ressources de l'association. Les ressources de l'association se composent notamment:

- a) des cotisations des membres;
 - b) des apports des membres associés;
 - b) des dons ou legs faits en sa faveur;
 - c) des subsides et subventions;
 - d) des intérêts et revenus généralement quelconques.
- Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 11. Conditions de retrait. Tout membre peut démissionner de l'association en adressant une lettre recommandée au conseil d'administration.

Tout membre démissionnaire perd l'ensemble des droits et avantages que confère l'association à l'exception des droits sur le fonds social dont il est, le cas échéant, titulaire.

Toutefois, les cotisations annuelles qui ont été versées restent acquises à l'association.

L'associé démissionnaire, titulaire de droits sur le fonds social de l'association, doit offrir ces derniers en premier lieu aux autres associés.

Si aucun des autres associés n'entend acquérir les droits de l'associé démissionnaire, ce dernier s'efforce de proposer, endéans un délai de quatre (4) mois, un candidat-membre de rechange, lequel devra, antérieurement à toute cession de droits, être agréé conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessus, ceci sous peine de nullité de la cession.

Si aucun accord quant à la valeur de la créance ne pourra être trouvé, la valeur sera fixée par un homme de l'art à faire nommer d'un commun accord ou en référé par la partie la plus diligente.

Si, après six (6) mois à partir de la démission adressée au conseil d'administration dans la forme prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article, aucun accord n'aura été trouvé, l'association sera dissoute de plein droit endéans les six (6) mois, le fonds social sera vendu et le produit de liquidation sera réparti entre les membres associés proportionnellement à leur (s) apport(s).

Art. 12. Décès d'un associé. En cas de décès d'un membre associé, titulaire de droits sur le fonds social de l'association, les héritiers de l'associé défunt disposent des mêmes droits que l'associé démissionnaire.

Ainsi, ils ne sauraient profiter des droits et avantages que confère l'association à l'exception des droits sur le fonds social dont le membre associé défunt était, le cas échéant, titulaire.

Les cotisations annuelles qui ont été versées par le défunt restent acquises à l'association.

Les héritiers du membre associé défunt, titulaire de droits sur le fonds social de l'association, doivent offrir ces derniers en premier lieu aux autres associés.

Si aucun des autres associés n'entend acquérir les droits du membre associé défunt, les héritiers s'efforcent de proposer, endéans un délai de quatre (4) mois, un candidat-membre de rechange, lequel devra, antérieurement à toute cession de droits, être agréé conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessus, ceci sous peine de nullité de la cession.

Si aucun accord quant à la valeur de la créance sur l'association ne pourra être trouvé, la valeur sera fixée par un homme de l'art à faire nommer d'un commun accord ou en référé par la partie la plus diligente.

Si, après six (6) mois à partir de l'offre des droits aux autres associés dans la forme prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article, aucun accord n'aura été trouvé, l'association sera dissoute de plein droit endéans les six (6) mois, le fonds social

sera vendu et le produit de liquidation sera réparti entre les héritiers du membre associé défunt et les membres associés proportionnellement à leur(s) apport(s).

Art. 13. Assemblée générale. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres.

Les articles 4 à 12 de la loi modifiée du 21 avril 1928 règlent les attributions de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration fixe chaque année dans le courant du mois de décembre la date de l'assemblée générale ordinaire qui devra se dérouler avant le 31 mars de l'année suivante et l'ordre du jour comportant nécessairement l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget du prochain exercice.

Après approbation des comptes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs.

La convocation est faite par le Président de l'association, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

Tous les membres associés ont un droit de vote égal dans les assemblées générales.

Tout membre peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire ayant lui-même droit de vote, moyennant une procuration écrite, sans qu'il soit cependant permis à un associé de représenter plus d'un membre.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par le vice-président et à défaut de celui-ci, par le plus âgé des administrateurs présents. Les délibérations des assemblées générales sont régies par les articles 7 et 8 de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Aucune résolution portant sur un objet ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être prise, à moins qu'elle ne vise des questions d'administration de l'association et qu'elle ne réunisse les deux tiers des voix des membres présents.

L'assemblée générale décide par vote à main levée ou au secret.

Le vote est secret lorsque des personnes y sont impliquées.

Art. 14. Administration de l'association. L'association est administrée par un conseil d'administration.

Tous les membres associés font automatiquement partie du conseil d'administration.

Le conseil d'administration désignera dans son sein un président pour une période d'un an. Le président représente l'association et en dirige les travaux. Il préside aux débats du conseil d'administration.

Le conseil d'administration désigne également un vice-président, un secrétaire et un trésorier qui formeront avec le président le bureau de l'association. Ce bureau s'occupe de la gestion journalière de l'association, ceci dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été attribués par le conseil d'administration.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président, ou, à défaut de ce dernier, par le plus âgé des administrateurs présents.

Le conseil peut s'adjoindre soit temporairement, soit définitivement, des personnes, choisies parmi les membres ou parmi des tiers, qu'il charge d'une mission spéciale ou auxquelles il donne le statut d'observateur. Ces personnes n'ont toutefois que voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Le bureau et/ou le conseil d'administration se réunissent sur convocation du Président aussi souvent que la gestion des intérêts sociaux l'exige.

Les décisions du bureau et du conseil d'administration sont valables lorsque la moitié de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le remplace, est prépondérante.

Les délibérations du bureau et du conseil d'administration sont constatées par procès-verbaux écrits signés par le Président et le secrétaire, inscrits sur un registre tenu au siège social de l'association.

Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la gestion des affaires de l'association qu'il représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de sa compétence.

Il peut notamment acquérir, vendre, hypothéquer les immeubles de l'association, contracter des emprunts et accepter tous dons et legs sous réserve des autorisations prévues par la loi.

Cette énumération n'est pas limitative, mais énonciative.

A l'égard des tiers, l'association sera valablement engagée en tout état de cause par la signature conjointe du président ou de son représentant, ainsi que par celle du secrétaire ou du trésorier, sans que ceux-ci aient à justifier d'aucune délibération, autorisation ou autre pouvoir spécial.

La seule signature d'un administrateur est limitée à 1.250.- EUR par transaction et 6.000,00.-EUR par trimestre.

Les actions judiciaires sont intentées ou soutenues au nom de la seule association.

Art. 14. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et prend fin le trente-et-un décembre de chaque année.

A la fin de l'année, le conseil d'administration arrête les comptes de l'exercice écoulé et dresse le budget du prochain exercice, aux fins d'approbation par l'assemblée générale ordinaire, conformément aux prescriptions de l'article 13 de la loi modifiée du 21 avril 1928 précitée.

Art. 15. Comptabilité. Les comptes sont tenus et réglés par le trésorier de l'association, membre du conseil d'administration.

Chaque mouvement devra être justifié par une facture ou autre pièce comptable à l'appui. Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'au moins un contrôle annuel par deux réviseurs désignés par l'assemblée générale.

Art. 16. Dissolution et Liquidation de l'association. La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par les articles 18 à 25 de la loi modifiée du 21 avril 1928.

En cas de dissolution volontaire de l'association, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur.

Art. 17. Règlement pilote. Chaque membre associé pilote et chaque pilote est tenu à se conformer strictement au règlement pilote de l'association, sous peine d'interdiction de vol par le conseil d'administration et d'exclusion de l'association.

Art. 18. Divers. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Pour l'Assemblée générale

Monsieur Romain SEILER / Monsieur Marc TANZ / Monsieur Robert FISCH

Président / Secrétaire / Administrateur et scrutateur

Référence de publication: 2014103690/159.

(140123186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Mirova Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 148.004.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of May.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of Shareholders (the "Meeting") of "Mirova Funds" (the «Company»), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, incorporated by a deed of Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of its colleague of the undersigned notary, notary residing in Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed, on August 26th, 2009, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of September 21st, 2009, number 1820, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B number 148.004.

The Meeting was opened at 10:15:a.m. with Mrs Christelle VAUDEMONT, employee, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Laetitia BOEUF, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Lisa SOLD, employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the Agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of Article 17 - paragraph 2 "Delegation of Power" so as to read as follows:

"The SICAV has appointed a management company ("the Management Company") duly authorized and has delegated to this Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the SICAV. The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties."

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities and the proxies will be kept at the registered office of the Company.

III. This meeting has been convened by notices containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders' register on May 7th, 2014.

IV. That it appears from the attendance list mentioned that out of 851,899.2055 outstanding shares, 464,182.3399 shares are duly present or represented at the present Extraordinary General Meeting. In consideration of the agenda and of the provisions of Article 67 and 67-1 of the law on commercial companies, the meeting is validly constituted and therefore entitled to decide on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting took the following resolutions by more than two-third majority votes cast, as detailed in the attendance list:

First resolution:

The general meeting amends Article 17 - paragraph 2 "Delegation of Powers" of the articles of association of the Company, to read as follows:

"The SICAV has appointed a management company ("the Management Company") duly authorized and has delegated to this Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the SICAV. The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties."

The Meeting is thereupon closed at 10:30 a.m.

Costs

The expenses, costs remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be nine hundred and ninety euro (EUR 990.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. VAUDEMONT, L. BOEUF, L. SOLD, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27.05.2014. Relation: LAC/2014/24452. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg le 23 mai 2014.

Référence de publication: 2014103336/58.

(140121606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Caja Business Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Pierre Goedert.

R.C.S. Luxembourg B 152.549.

L'an deux mil quatorze, le cinq juin.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Monsieur Giovanni ASTORINO, "Aviation Technical Consultant", né à Montréal (Canada), le 26 juin 1958, demeurant à D-70771 Leinfelden-Echterdingen, Hauptstrasse 58/1, propriétaire de cent vingt-cinq (125) parts sociales, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 20 mai 2014.

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Le comparant, représenté comme ci-avant, agissant en sa qualité d'associé unique («l'Associé Unique») représentant l'intégralité du capital social, de la société à responsabilité limitée "Caja Business Aviation S.à r.l." avec siège social au 50, route d'Esch-sur-Alzette L-1470 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 avril 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1097 du 26 mai 2010,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 152.549 (la «Société»).

L'Associé Unique, représenté comme ci-avant, a ensuite requis le notaire d'acter l'unique résolution suivante:

Unique résolution:

L'Associé Unique transfère le siège social au 4-6, rue Pierre Goedert L-4178 Esch-sur-Alzette, et en conséquence décide de modifier l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.»

122640

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 750,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10.06.2014. Relation: LAC/2014/26767. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg le 10.06.2014.

Référence de publication: 2014102959/38.

(140122435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

en.co.tec., Engineering Contracting Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7795 Bissen, 13, Z.A.C. Klengbousbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 94.503.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mai 2014

Les actionnaires de la société en.co.tec., Engineering Contracting Technologies S.A. réunis en Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'Assemblée générale décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Joseph Mathias THEYSEN

de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

Par conséquent, l'Assemblée générale décide de nommer:

- Monsieur François PRIMC, né le 25 janvier 1957 à Grevenmacher, demeurant à L-9168 Mertzig, 1d, rue Principale, au poste d'administrateur pour une durée de un an c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 mai 2014.

Référence de publication: 2014103728/19.

(140124752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Saxony Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.756.

—
Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société en date du 15 juillet 2014 que:

- La démission de Monsieur James Saout de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société a été acceptée avec effet au 7 juillet 2014.

- La démission de Monsieur Jean-Christophe Gladek de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société a été acceptée avec effet au 4 juillet 2014.

- Monsieur John Wiseman, né le 22 août 1971 à Jersey, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 13, Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 5UT a été nommé gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 7 juillet 2014 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014104418/20.

(140124801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.
